

*Initiatives ministérielles***INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

**LA LOI SUR LES CHEMINS DE FER**

## MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Bouchard (Roberval): Que le projet de loi C-26, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (subventions pour le grain et la farine), soit maintenant lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité législatif; et de l'amendement de M<sup>me</sup> Clancy (p. 8227).

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Quand la séance a été suspendue à 13 heures, le député d'Égmont venait de terminer son intervention. Je vois qu'il n'est pas possible de passer maintenant à la période des questions et des observations.

Nous reprenons donc le débat. Le député de Saskatoon-Clark's Crossing a la parole.

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Madame la Présidente, il est bien évident qu'il y a une crise au Canada atlantique, en raison tout spécialement du recul de son principal secteur économique, la pêche. Dans ces conditions, on aurait pu compter que le gouvernement fédéral soutiendrait la région, qu'il prendrait des mesures pour aider le développement économique et l'adaptation sociale, pour relever l'économie.

Le gouvernement s'est contenté d'observer les choses et d'attendre, pendant que l'économie atlantique passait d'une situation de grandes difficultés à un état de crise. Comme Néron qui jouait de la harpe pendant l'incendie de Rome, le gouvernement se croise les bras au lieu d'aider la région en cette période de besoins.

Nombreux ont été les programmes gouvernementaux et les changements de politiques qui ont aggravé la situation du Canada atlantique. Le sujet en discussion aujourd'hui, le projet de loi C-26, c'est une mauvaise nouvelle de plus pour la région.

Par ses remaniements de politiques, le gouvernement continue d'aggraver une situation déjà grave. Il y a eu les réductions à VIA Rail qui ont fait du tort à la région. Il y a eu les modifications à l'assurance-chômage qui ont fait du tort à la région. Il y a eu les réductions de programmes d'expansion économique régionale qui ont fait du tort à la région. Il y a eu la hausse des taux d'intérêt et la hausse du dollar, qui ont nui à la compétitivité des produits de la région. Il y a eu les réductions des transferts aux provin-

ces au titre de la santé et de l'enseignement postsecondaire. Il y a eu également les premiers pas menant à l'adoption de la taxe sur les produits et services.

Toutes ces politiques du gouvernement actuel vont nuire encore plus à l'économie du Canada atlantique et aux familles canadiennes de la région. Evidemment, le gouvernement progressiste conservateur s'occupe des régions avec son obsession idéologique habituelle de la libre entreprise. Il jette le pragmatisme et le bon sens aux orties et il en fait autant des Canadiens et de leurs familles.

Il semble avoir oublié—ou bien il s'en moque—que les coupes budgétaires brutales font perdre des emplois, mettant ainsi les travailleurs et leurs enfants dans le besoin. Les gens souffrent de ces politiques conservatrices et ils en souffrent beaucoup. Le temps des conservateurs est dur pour les Canadiens ordinaires et leurs familles.

Ce n'est pas le cas pour les riches, pour les grandes sociétés et pour les régions économiquement fortes du Canada. Les régions moins riches et les Canadiens à revenus moyens et faibles souffrent beaucoup. Le néo-conservatisme et le gouvernement progressiste conservateur ne font pas bon ménage avec les moins bien nantis.

Aujourd'hui, nous étudions le projet de loi C-26 qui porte un autre coup à l'économie du Canada atlantique. Le programme du tarif de l'Est que ce projet de loi supprime prévoit le versement d'une subvention aux chemins de fer pour le grain et la farine exportés par les ports de l'est du Canada.

Il a été mis sur pied en partie pour permettre aux ports de Halifax et Saint John, deux importants ports libres de glaces en hiver, de recevoir et d'expédier le grain effectivement et efficacement. Il s'est révélé très avantageux pour ces ports. Grâce à lui, presque un million de tonnes de grain et de farine a transité par leurs installations.

Sa suppression fera perdre environ 30 millions de dollars et 573 emplois directs ainsi que 250 emplois indirects à l'économie des Maritimes qui souffre déjà beaucoup du déclin de sa ressource principale.

De plus, il est presque certain que les silos de Halifax et de Saint John fermeront et que d'autres emplois disparaîtront du même coup. Et si le silo de Halifax ferme, la seule minoterie du Canada atlantique fermera aussi et d'autres pertes d'emplois s'ensuivront. Les éleveurs des Maritimes souffriront de la perte de ce pro-